

Ce qui se passe actuellement sur le territoire de la communauté wet'suwet'en est épouvantable et illégal. Des arrestations massives et des descentes de police de la GRC se déroulent dans une totale indifférence médiatique. Le gouvernement fera tout pour imposer un pipeline sur des territoires non cédés.

Le caucus du Parti vert en a assez. Le Canada ne peut pas dire qu'il a l'intention de mettre en œuvre la DNUDPA et ensuite envoyer des forces de polices armées pour empêcher les chefs héréditaires de bloquer un projet de pipeline auquel ils n'ont pas consenti.

Le caucus du Parti vert ne restera pas inactif plus longtemps. L'ancienne chef Elizabeth May a créé une pétition demandant :

- Le retrait de la GRC
- La fin de la construction du pipeline Coastal GasLink sur le territoire de la communauté wet'suwet'en
- Discussions de nation à nation entre le Canada et les Wet'suwet'en
- La mise en œuvre de la DNUDPA

**Maintenant, Elizabeth a besoin de votre aide.** Elle est prête à se lever tous les jours à la Chambre des communes le mois prochain pour exiger ces conditions. Elizabeth a l'intention de faire pression sur les Libéraux pour qu'ils respectent les droits des Autochtones et mettent en œuvre la DNUDPA. **Cependant, elle ne peut pas réussir sans votre aide.**

**Elizabeth n'a la possibilité de présenter sa pétition qu'une fois par tranche de 25 noms ajoutés.** C'est pourquoi nous sollicitons votre aide aujourd'hui. Imaginez le changement qui pourrait se produire si chacun des trois membres de notre caucus présentaient cette pétition chaque jour ! **Si nous pouvons obtenir seulement 75 signatures par jour le mois prochain, nous pourrions nous assurer que cet enjeu demeure en tête des préoccupations des Libéraux.**

**Pouvez-vous nous aider à recueillir des noms pour la pétition d'Elizabeth ?**

Instructions :

- Lisez les documents ci-dessous
- Rassemblez quelques amis
- Imprimez la pétition d'Elizabeth
- Rassemblez 32 signatures (les noms illisibles ne seront pas comptés, nous avons donc ajouter des cases pour 32 noms afin de nous assurer que les documents soient acceptés)
- Renvoyez la pétition, sans frais de port, à Elizabeth May O.C., députée, Chambre des communes, Ottawa ON K1A 0A6
- Continuez à nous envoyer des signatures

## Exemple de dialogue

Bonjour, êtes-vous au courant des descentes de police de la GRC qui se déroulent actuellement sur les terres de la communauté wet'suwet'en ?

### **SI OUI**

Les Verts sont bouleversés par ce déni flagrant des droits des Autochtones. Elizabeth May fait actuellement circuler une pétition visant à retirer la GRC des territoires de la communauté wet'suwet'en et à empêcher un pipeline de traverser un territoire non cédé, comme l'avaient initialement demandé les chefs héréditaires. Coastal GasLink a ignoré ces revendications.

Souhaitez-vous ajouter votre nom ? [montrer la pétition]

### **SI NON**

La société Coastal GasLink tente d'imposer un pipeline sur le territoire non cédé de la communauté wet'suwet'en. En réponse à cela, après de nombreuses demandes non satisfaites de rencontres avec l'entreprise et le gouvernement de la Colombie-Britannique, les chefs héréditaires de la communauté wet'suwet'en ont mis en place un blocus pour arrêter la construction du pipeline. La GRC s'en prend actuellement à ce blocus.

Depuis quelques semaines dans l'ensemble du Canada, des actions de solidarité avec la communauté wet'suwet'en ont éclaté. Des centaines de milliers de personnes exigent que Justin Trudeau respecte les droits des Autochtones et retire la GRC.

Justin Trudeau doit écouter les demandes des propriétaires légitimes de ces territoires. En tant que Verts, nous pensons que le Canada doit mettre pleinement en œuvre la DNUDPA et honorer les droits des Autochtones. Cette récente décision de la GRC est insultante pour les peuples autochtones du monde entier et rendra impossible toute réconciliation au Canada.

Elizabeth May fait actuellement circuler une pétition visant à retirer la GRC des territoires des Wet'suwet'en et à empêcher le pipeline de passer par des territoires non cédés comme l'avaient initialement demandé les chefs héréditaires. Ces revendications ont été ignorées par Coastal GasLink.

Souhaitez-vous ajouter votre nom ? [montrer la pétition]

## PÉTITION À LA CHAMBRE DES COMMUNES RÉUNIE EN PARLEMENT

### Attendu que :

- Aux termes du droit constitutionnel canadien, le Canada est tenu de respecter les obligations en matière de droits de la personne qui sont énoncées dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA);
- Le Canada s'est aussi engagé à donner suite aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation;
- Le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale a demandé au Canada de :
  - suspendre immédiatement les travaux du projet de gazoduc de Coastal GasLink jusqu'à l'obtention du consentement préalable libre et informé des peuples autochtones;
  - cesser immédiatement l'éviction forcée des membres de la Première Nation Wet'suwet'en;
  - interdire l'utilisation d'armes létales contre les Autochtones et garantir qu'aucune force ne sera utilisée à leur endroit;
  - retirer la GRC ainsi que les services policiers et les services de sécurité associés des terres traditionnelles;
- Les chefs héréditaires ont le droit de donner, ou non, leur consentement aux activités qui se déroulent sur leur territoire;
- Le projet de Coastal GasLink pourrait entraîner le rejet de quantités massives de méthane en raison de l'extraction, du transport, du procédé de liquéfaction et du procédé de regazéification.

### Nous soussignés, citoyens et résidents du Canada, prions la Chambre des communes réunie en Parlement de s'engager à :

- respecter immédiatement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation en :
  - Interrompant tous les travaux en cours et prévus dans le cadre du projet de Coastal GasLink sur le territoire de la Première Nation Wet'suwet'en;
  - Ordonnant à la GRC de démanteler sa zone d'exclusion et de mettre fin à l'opération;
  - Organisant des discussions de nation à nation entre les membres de la Première Nation Wet'suwet'en et les gouvernements fédéral et provincial;
  - Mettant l'accent sur la véritable mise en œuvre de la DNUDPA.

<b>Signature (Signez votre propre nom. N'écrivez pas en caractères d'imprimerie)</b>	<b>Adresse (Adresse complète du domicile, ou ville et province, ou province et code postal)</b>

Veillez remplir et envoyer, sans frais de port, à : Elizabeth May O.C., députée, Chambre des communes, Ottawa ON, K1A 0A6







## **Instructions**

1. Les pétitions ne doivent pas être modifiées ni faire l'objet d'un ajout de texte.
2. Les pétitions peuvent être rédigées recto-verso ou pas.
3. Une pétition ne doit contenir que les signatures de résidents du Canada.
4. Il n'y a pas d'âge minimum requis pour signer une pétition.
5. Chaque pétitionnaire doit signer, et non pas imprimer, son nom directement sur la pétition.
6. Si un pétitionnaire ne peut pas signer pour cause de maladie ou de handicap, cela doit être noté sur la pétition et la note doit être signée par un témoin. Hormis cette exception, vous ne pouvez signer que pour vous-même.
7. Une pétition doit contenir des signatures originales écrites directement sur le document et non collées, enregistrées, photocopiées ou autrement transférées sur celui-ci.
8. Pas de photocopies, de scanners, de courriels, etc. car les pétitions ne sont recevables que sur papier. Veuillez retourner toutes les pétitions originales signées, sans frais de port, à

Elizabeth May, O.C., M.P.

Chambre des Communes

Ottawa, ON

K1A 0A6

Veuillez envoyer un courriel à [elizabeth.may@parl.gc.ca](mailto:elizabeth.may@parl.gc.ca) ou appeler le 613.996.1119 si vous avez des questions.

Veuillez remplir et envoyer, sans frais de port, à : Elizabeth May O.C., députée, Chambre des communes, Ottawa ON, K1A 0A6